

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 16/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TSA INOX**

8 rue Jules Py  
88210 Moussey

Références : S-25-789RP

Code AIOT : 0006202341

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement TSA INOX implanté 8 rue Jules Py 88210 Moussey. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la vérification des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 140/2024/DREAL/UD88 du 12 février 2024, pris suite à la visite d'inspection du 14 décembre 2023 réalisée dans le cadre d'une action régionale " Contrôle des moyens de première intervention incendie dans les installations de traitement de surface ". Un point est également réalisé sur la mise en conformité du rejet des eaux industrielles prescrit dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 1212/2013 du 16 mai 2013.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSA INOX
- 8 rue Jules Py 88210 Moussey
- Code AIOT : 0006202341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSA INOX exploite à MOUSSEY une activité de traitement de surface des métaux soumise à autorisation environnementale par arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 modifié.

Elle est spécialisée dans la transformation d'acier inox en éléments de manutention (grilles et chariots). Dans son atelier, deux lignes de production sont présentes :

- une ligne de décapage ;
- une ligne d'électropolissage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux usées industrielles	AP de Mise en Demeure du 16/05/2013, article 1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection permet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 140/2024/DREAL/UD88 du 12 février 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel en date du 28 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'étude de désenfumage de la société PROPARTNER Incendie.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate l'installation de 6 exutoires en toiture dont la surface d'évacuation est légèrement supérieure à 2 % de la superficie du local, selon l'étude pré-citée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites ;</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription ;</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025.</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Les trappes de désenfumage sont à commande automatique et manuelle.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'entrée de l'atelier " traitement de surface ". Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites ;</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p> <p>[...]</p>

<p>III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>[...]</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 14 décembre 2023, le rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE mettait en évidence deux non-conformités.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente le rapport de vérification de l'APAVE et le certificat Q18, suite à son intervention du 12 au 20 décembre 2024.</p> <p>Il est acté que " l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion " et " aucune non conformité ou anomalies constatées ".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 ;</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites ;</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>• dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'Inspection a informé l'exploitant que la prescription sus-visée est applicable à compter du 1er juillet 2024 pour les installations existantes.

Le jour de la visite, l'Inspection constate que l'exploitant a installé sur les trois travées du bâtiment " traitement de surface " un système de détection de fumée par faisceau laser. L'installation comprend également deux boutons de déclenchement manuel de l'alarme incendie et des sirènes dans le bâtiment " traitement de surface " et l'atelier mitoyen.

La centrale de gestion du système de sécurité incendie est installée dans l'atelier mitoyen.

Ce dispositif de détection comprend également des sondes sur les deux lignes de traitement de surface permettant de détecter une élévation anormale de la température.

Cependant l'exploitant n'a pas encore rédigé une procédure en cas de déclenchement de l'alarme incendie ou autre détecteur et n'a pas mis en place une consignation des contrôles des détecteurs dans un registre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit rédiger une procédure sur l'organisation en cas de déclenchement d'alarme et consigner les contrôles des détecteurs dans un registre.

L'exploitant transmettra à l'Inspection la procédure d'urgence et la copie du registre de contrôle des détecteurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 5 : Eaux usées industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023 ;</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites ;</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société TSA INOX, dont le siège social est situé 8 rue Jules Py - 88210 MOUSSEY, est mise en demeure, sous un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les articles 4.3.2, 4.3.5, 7.3.2-a, 7.6.3 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 susvisé.</p> <p>En vue du respect de l'article 4.3.5 (valeurs limites d'émissions des eaux) de l'arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées sera régulièrement tenue informée de l'avancement des investigations, travaux et résultats obtenus.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 14 décembre 2023, il était acté que les travaux de raccordement des eaux industrielles à la station d'épuration d'Etival seraient réalisés en 2024.</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant confirme que depuis le 16 mai 2025, les effluents de la station de traitement des eaux industrielles sont raccordés à la station d'épuration d'Etival avec accord de la Communauté d'Agglomération de Saint Dié des Vosges.</p> <p>L'exploitant présente les résultats des campagnes de mesures mensuelles. Au mois de juin, deux non-conformités sont mises en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• DCO : 350 mg/l pour une valeur limite fixée à 300 mg/l pour un " rejet direct ". Toutefois en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux traitement de surface, pour un " rejet raccordé ", la valeur limite est de 600 mg/l ;</li><li>• Nitrites : 62 mg/l pour une valeur limite fixée à 20 mg/l pour un " rejet direct ". Toutefois en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux traitement de surface, pour un " rejet raccordé ", aucune valeur limite n'est fixée.</li></ul> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'une convention de rejet des eaux industrielles doit être établie fixant les caractéristiques des rejets.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection la convention de rejet des eaux industrielles. Il lui appartient par ailleurs de solliciter une modification éventuelle de ses conditions de rejets en cohérence avec celles fixées par les dispositions nationales en vigueur pour les rejets raccordés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois